L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... 015 | *payable d'avance.*
Do. VENDU PAR SOUSCRIPTION, 1 00 |
Do. DEMI-HEBDOMADAIRE..... 3 00 |

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN. 20 JUILLET 1840.

CANDIDATS WHIGS

CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS,

WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS

JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

POUR GOUVERNEUR:

HENRY JOHNSON.

Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d. *District*—JOSEPH BERNARD, d'Est-Bâton-Rouge.
3me. *District*—LŒUFROY BARRAS, de La Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

DE LA PRETENDUE TRAITE DES BLANCS.

Fidèles à la maxime de Basile, les *ultra vanocratics* assurent le général Harrison d'avoir approuvé la traite des blancs. Un simple exposé des faits mettra le public à même de juger de la perfidie de cette singulière accusation.

En 1807, la législature du territoire de l'Indiana s'adopta une loi ayant pour but *d'autoriser* les Cours Criminelles à faire vendre, au plus offrant, *les services* de *le travail* des repris de justice, condamnés à l'impossibilité de s'acquitter,) jusqu'à concurrence du paiement de ces amendes et frais.

Comme gouverneur du territoire de l'Indiana, le général Harrison approuva cette loi.

En 1819, un projet analogue ayant été soumis à la législature de l'Ohio, il fut adopté par la Chambre à la presque unanimité. Dans le Sénat il y eut 12 voix pour (Harrison étant de ce nombre) et 20 contre.

Tel est le canevas sur lequel on a brodé la fable de la *traite des blancs.*

On pourrait dire que pour bien apprécier ces faits il faut examiner la situation où se trouvait alors l'Indiana: nouveau territoire peu peuplé, n'ayant que peu de prisons et encore moins de ressources pécuniaires, ce mode de se débarrasser des repris de justice ne lui était-il pas commandé par les circonstances?

On pourrait dire aussi qu'à l'époque où ce bill fut voté que d'après la loi de "l'Indiana, les hommes devaient être vendus parce "qu'ils étaient pauvres; la vente ne devant pas avoir "lieu parce qu'ils avaient commis un crime, mais parce "qu'ils ne pouvaient payer une amende et des frais de "justice."

D'abord ce ne sont pas *les individus* qui sont vendus mais seulement *leur travail, leurs services*, pendant un certain temps limité. Ensuite, s'ils sont forcés de travailler c'est uniquement parce qu'ils ont commis un crime ou un délit; car s'ils n'en eussent pas commis, ils n'auraient pas été condamnés. L'amende et les frais de justice sont imposés au repris de justice *comme pénalité*: si le condamné n'a pas de quoi payer on l'emprisonne ou on le fait travailler pour qu'il n'échappe pas à la pénalité qu'on lui a indigée.

Il ne s'agit donc ici ni de pauvres ni de riches, car on ne punit que de vagabonds, de maraudeurs et de gens sans aveu, dont l'unique occupation est de priver les citoyens honnêtes du légitime fruit de leur labeur.

Parmi nous, le repris de justice condamné à une amende, comme pénalité, paie, ou, à défaut, il est privé infâlliniment de sa liberté dans une prison. Ailleurs l'paie ou, à défaut, il est obligé de travailler pendant un temps limité au profit de celui qui paie pour lui.

Maintenant, veut-il mieux que les repris de justice qui ne peuvent payer leurs amendes (ce qui arrive presque toujours) soient emprisonnés indéfiniment sur frais de l'Etat, ou qu'ils soient obligés de travailler quelque temps pour se libérer? C'est là toute la question et la solution n'en paraît pas douteuse.

Vivement attaqué pour avoir parlé du projet d'armée permanente de M. Van Buren, nous avons, pour toute réponse, donné une analyse de ce projet tel qu'il a été soumis à la Chambre des Représentans. Aujourd'hui on revient sur, le sujet des milices; mais on n'aborde plus la création d'une armée permanente qui forme la partie la plus saillante du projet de l'administration sur les milices.

Le journal du soir aura vu probablement que ces deux cent mille hommes qui doivent, aux termes des articles 10 à 17 du projet, se recruter dans la masse, servir huit ans, et être toujours prêts à recevoir les ordres du président, constituent bien réellement une armée permanente. Mais il aurait dû voir aussi que le projet de l'administration rend toutes les fautes de service justiciables d'une cour martiale; il aurait dû voir que d'après la loi de 1806, comme le journal du soir, "que d'après la loi de "Indiana, les hommes devaient être vendus parce "qu'ils étaient pauvres; la vente ne devant pas avoir "lieu parce qu'ils avaient commis un crime, mais parce "qu'ils ne pouvaient payer une amende et des frais de "justice."

D'abord ce ne sont pas *les individus* qui sont ven dus mais seulement *leur travail, leurs services*, pendant un certain temps limité. Ensuite, s'ils sont forcés de travailler c'est uniquement parce qu'ils ont commis un crime ou un délit; car s'ils n'en eussent pas commis, ils n'auraient pas été condamnés. L'amende et les frais de justice sont imposés au repris de justice *comme pénalité*: si le condamné n'a pas de quoi payer on l'emprisonne ou on le fait travailler pour qu'il n'échappe pas à la pénalité qu'on lui a indigée.

Il ne s'agit donc ici ni de pauvres ni de riches, car on ne punit que de vagabonds, de maraudeurs et de gens sans aveu, dont l'unique occupation est de priver les citoyens honnêtes du légitime fruit de leur labeur.

Parmi nous, le repris de justice condamné à une amende, comme pénalité, paie, ou, à défaut, il est privé infâlliniment de sa liberté dans une prison. Ailleurs l'paie ou, à défaut, il est obligé de travailler pendant un temps limité au profit de celui qui paie pour lui.

Maintenant, veut-il mieux que les repris de justice qui ne peuvent payer leurs amendes (ce qui arrive presque toujours) soient emprisonnés indéfiniment sur frais de l'Etat, ou qu'ils soient obligés de travailler quelque temps pour se libérer? C'est là toute la question et la solution n'en paraît pas douteuse.

Vivement attaqué pour avoir parlé du projet d'armée permanente de M. Van Buren, nous avons, pour toute réponse, donné une analyse de ce projet tel qu'il a été soumis à la Chambre des Représentans. Aujourd'hui on revient sur, le sujet des milices; mais on n'aborde plus la création d'une armée permanente qui forme la partie la plus saillante du projet de l'administration sur les milices.

Le journal du soir aura vu probablement que ces deux cent mille hommes qui doivent, aux termes des articles 10 à 17 du projet, se recruter dans la masse, servir huit ans, et être toujours prêts à recevoir les ordres du président, constituent bien réellement une armée permanente. Mais il aurait dû voir aussi que le projet de l'administration rend toutes les fautes de service justiciables d'une cour martiale; il aurait dû voir que cette amende de sept cents dollars, dans le cas où elle n'était pas payée immédiatement, la cour martiale aurait le droit de faire emprisonner le délinquant pour autant de mois qu'il y a de fois 25, dans la somme fixée par la cour martiale; il aurait dû voir enfin que si ce moyen rigoureux ne suffisait pas pour assurer le recouvrement des amendes, le *marshall* des Etats-Unis en poursuivrait la rentrée commandement et que dans le cas où on ne trouverait pas de propriétés, *le délin, quent serait détenu en prison jusqu'à ce qu'il eût payé.*

Le journal du soir aurait dû savoir ces choses; car s'étant imposé volontairement la tâche de comparer le projet de milice de M. Van Buren avec celui qui se discutait devant le Congrès en 1818, il avait, par ce fait seul, contracté l'obligation d'étudier attentivement et dans une heure détaillé les deux projets informant les termes de la comparaison.

De deux choses l'une, ou il n'a pas fait cet examen, et alors quelle confiance mérite celui qui discute un sujet qu'il ne connaît pas; ou il a fait cet examen et alors quelle opinion peut-on avoir de sa bonne foi?

Dans un prochain article nous donnerons l'analyse du projet de 1818 pour clore cette discussion.

(Pour l'Abeille.)

La justice et la vérité exigent que le public sache tout ce que contient l'article inséré dans le Courrier du 17, sous le titre de :

"La Traite des Blancs."

Après quelques mots que nous traçons à la hâte pour le Courrier, soit rédacteur ou un de ses correspondans, ne manquera de tout ce qu'il y aurait de suspect dans tout ce qui émanerait d'eux, on voudrait éclairer l'opinion publique sur cette indignation nouvelle.

Le Courrier n'est incapable et de plus nous sommes convaincus qu'il ne voudrait pas, en connaissance de cause, tromper ses lecteurs quel que soit son zèle pour Van Buren. Qu'il nous permette donc de lui montrer une erreur où il nous paraît, nous, être tombé, et dans laquelle nous croyons que les lecteurs du Courrier ne voudront pas rester.

Harrison a-t-il, certainement, demandé ou accepté l'approbation par la Législature de l'Indiana en 1807, comme le Courrier nous donne l'extrait; mais que dit cette découverte du Courrier? —Que dans l'Indiana, on flottait les blancs en 1807—qui ne sait, et le Courrier ne doit pas l'ignorer, qu'à la Louisiane aussi, on flottait les blancs en 1807, et que cette peine, humiliante ne fit abolie ici qu'en 1821, par un acte du 17 février, qui fait certainement le plus grand honneur à notre Législature d'alors et au gouverneur Claiborne.

Harrison pouvait donc contresigner en 1807 un acte qui infligeait une peine déjà établie avant lui dans l'Etat de l'Indiana, sans qu'il soit plus juste, aujourd'hui, de lui en faire un amer reproche qu'il serait loyal de blâmer l'ancien gouverneur de la Louisiane, Th. B. Robertson, pour avoir, à peu près à cette époque, contresigné une loi qui infligeait la même peine dans plusieurs cas.

Supposons que dans dix ans la peine de mort soit abolie, serait-il juste, cela advenant, que l'on livrât à une accusation quelconque les gouverneurs qui alors auraient, avant, contresigné des lois infligeant cette peine.

Que Harrison, d'après le Courrier, soit d'autant plus coupable que cette même loi de 1807 condamnait, aussi, les personnes passibles d'amende et de frais de justice pour crimes et délits, lorsqu'elles ne pouvaient s'en acquitter, à être vendues pour un temps, que le juge devait fixer, à quiconque paierait cette amende et ces frais pour elles.

Quoi donc, et alors surtout, de plus humain, de plus juste que cette clause de l'acte dont on voudrait se servir pour poursuivre Harrison!

L'amende et les frais entraînaient un pauvre homme à subir l'emprisonnement et peut-être; en même temps, un travail forcé, tandis que Harrison a contribué à changer cette peine, qui est bien dure, bien humiliante et souvent bien corruptrice, en une obligation limitée toute semblable à celle que s'imposaient alors et que s'imposent encore volontairement aujourd'hui les hommes blancs et libres; nous voulons parler de l'*engagement volontaire* qui n'est autre chose que la vente que l'on fait-de sa personne et de son travail.

Le *Courrier* ne doit pas ignorer que ce genre de servitude existe encore, même en Louisiane (code de 1818 et C C 157) et que la loi la plus récente sur cette matière n'a fait que régulariser et modifier les obligations des engagés et limiter la durée de leur service (C C 160 161, 162.)

Certes, là, Harrison s'est montré l'ami du pauvre, car on n'était pas pour le riche qu'il transformait la prison en une peine plus douce, que par sa conduite et par son travail le condamné avait la chance d'abréger.

Eh bien! nous, nous voulrions que le Courrier est dit que cette loi de 1807 était l'œuvre de la pensée de Harrison seul.

Harrison a voté aussi, dit ce journal, à la Législature de l'Ohio pour une loi semblable à celle dont nous venons de parler. Gloire, honneur et grace en soient au noble général, c'est une autre preuve de son humanité que le Courrier a bien fait de découvrir aussi.

Le Courrier sert notre cause à merveille.

Il nous reste à remercier le Courrier de ce nouveau procès intenté par lui à Harrison; nous ne pourrions mieux que ce journal démontrer que c'est à tort que le général est accusé d'abolitionisme. Certes, si notre candidat veut l'esclavage des blancs il ne saurait vouloir rendre libres les esclaves noirs.

R

UN FAUX MONNOYEUR ARRETE.

On lit dans le *Courrier* de samedi:

Ce matin, vers dix heures, M. William Frêret, maire de la Nouvelle-Orléans, assisté de quelques agens de police, a fait une visite domiciliaire chez le lithographe J. B. Boulhet, demeurant dans une des pièces du second de la maison Girod, sise au coin des rues de Chartres et St. Louis, contre lequel un ordre d'appréhender au corps avait été lancé par le récorder Baldwin, sous la prévention qu'il contrefaisait les billets de la Se. municipalité. La visite a constaté la présence dans le local, d'une presse litographique, de quelques instrumens de gravure et d'imprimerie litographe. Toutes les recherches ultérieures ont été infructueuses, tant l'accusé avait pris de précautions pour déjouer la police, lorsque, se rappelant avoir entendu un bruit dans la cheminée, comme celui que ferait un corps qui tombe, Son Honneur eut l'heureuse idée de décrocher un tableau à l'huile, de dimension moyenne, qui était suspendu à un clou contre le mur. On aperçut qu'un trou du diamètre d'environ huit pouces y avait été pratiqué.

Cette circonstance fit naître des soupçons qui ne tardèrent pas à se réaliser et à constater l'existence du délit incriminé. Le maire fit adapter une sonde à l'ouverture, tandis qu'assisté de quelques citoyens il descendait au premier dans la pièce immédiatement au-dessous de celle qu'occupait le graveur. Dans l'être de la cheminée, et parmi un tas de vieilles paperasses et de chiffons, on découvrit bientôt un livret dans le quel se trouvaient une cinquantaine de billets de trois piastres de la seconde Municipalité, quelques-uns des quels portant au dos la signature du contrôleur de cette corporation. On trouva aussi dans ce livret et parmi les billets, une planche en cuivre sur laquelle étaient gravés tous le corps de ces bons municipaux ainsi que la signature du trésorier.

Le coupable a été de suite arrêté et transféré dans les prisons de la ville.

On a vu avec le plus grand plaisir le zèle et l'activité que M. Fréret a déployés dans cette circonstance pour arriver à faire constater l'existence du délit. Sa visite et ses recherches ont duré depuis dix heures jusqu'à midi.

☞ Comme on le verra par notre correspondance de Washington, le bill sur les postes dont nous avons entretenu nos lecteurs dans notre feuille du 17 courant, vient d'être heureusement rejeté par le Sénat.

INTERIEUR.

Extrait de notre correspondance particulière.

WASHINGTON, 8 juillet 1840.

SENAT.—Vous savez qu'un bill d'une assez étrange nature a été présenté récemment au Sénat par le comité des Postes. Ce bill proposait de défendre à tout citoyen sous les peines les plus sévères de transporter toute lettre ou paquet contenant des écrits ou pièces imprimées, sur les routes de poste ou sur les routes parallèles aux routes de poste, sans en avoir obtenu l'autorisation du directeur général des Postes; de défendre également à tout paquebot, à tout bateau à vapeur et à tout vaisseau naviguant sur des eaux décrites route de Poste, de se charger de dépêches qui ne seraient pas par relatives à la cargaison! Ce bill qu'on osait appeler une amélioration et qui n'était au résultat qu'une nouvelle entrave mise à la liberté des communications, est venu aujourd'hui au Sénat. Attaqué vigoureusement par M. Huntington de Connecticut et M. Davis du Massachusetts, il n'a trouvé un défenseur parmi les sénateurs, c'est à peine si M. Robinson, président du comité des Postes a essayé de dire quelques mots en sa faveur.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.—M. Peckins a proposé une appropriation de $25,000 pour les frais d'exploration de la ligne des frontières du Nord-Est. On a discuté la résolution qui autorise le président à accepter les présents du roi de Maroc et de l'Imam de Mascat, afin de les faire vendre et d'en appliquer le produit aux orphelins du district de Colombie. M. J. G. Adams a vivement combattu cette résolution qui est opposée à l'esprit de notre constitution.

NEW-YORK.—La "Compagnie Washington d'assurances maritimes" donne un dividende de 5 pour cent, payable le 9 courant. L'*Atlantic Bank* de Brooklyn donne 3 pour cent de son capital, payables le 15. La Compagnie d'Assurance sur la vie donne un dividende semestriel de 6 pour cent et un dividende supplémentaire de 1 pour cent, payables le 10 courant.

—Le *Great Western*, parti, comme on le sait, de New-York, le 1er courant, a été rencontré le 2 courant vers deux heures de l'après midi par l'*Adélaïde* de Boston, sous 39° 45 de latitude et 69° 50 de long.; il avait par conséquent fait un jour parcourir 1° de latitude et 4° 11 de longitude. C'est une belle vitesse.

—Le directeur général des Postes vient de passer un contrat pour l'établissement entre New-York et Boston d'une communication plus rapide. La malle sera transportée par bateaux à vapeur et par chemin de fer et passera par N.-Londpn, Norwich et Worchester. Le char sur le chemin de Norwich et de Worchester sera disposé comme un bureau de poste ambulant où un commis de l'administration pourra, durant le voyage même, recevoir et distribuer les malles. Si cette amélioration dans le service se réalise, deux cents bureaux de poste au moins recevront leurs dépêches douze et même vingt quatre heures plutôt que par le service actuel. Le directeur général des postes a mis toute raison de s'occuper d'amélioration particulières; mais ne devrait-il pas songer avant tout à donner de la régularité et de l'ensemble à l'administration toute entière? Ne devrait-il pas s'occuper surtout des Etats de l'Union où le service des Postes est le moins bien organisé? Le Sud n'est guère favorisé sous ce rapport.

MICHIGAN. Le *Daily Advertiser* de Détroit, confirme une lettre de S. N. GRANT qui a été long temps cet Etat et qui déclare son intention de voter pour le ticket de la *Réforme*. "Mon intime conviction, dit cet honorable citoyen, est que servir plus long temps dans les rangs du parti dont M. VAN BUREN et le chef, ou, rait renoncer aux saints principes embrassés par nos pères et exposés dans les écrits de *Jefferson, Madison, Monroe* et *Jackson*.... *Je suis le fils d'un soldat* et je me sens tout disposé à joindre ma voix à l'immense acclamation qui s'élève en faveur de HARRISON." Nous sommes convaincus que l'exemple de M. GRANT sera dans le Michigan de nombreux imitateurs.

WASHINGTON.—Les commissaires des Etats Unis nommés pour l'exécution de la convention conclue avec le Mexique pour le règlement des réclamations des citoyens de l'Union, ne sont rassemblés le 7 courant. Les commissaires Mexicains ne sont pas encore arrivés et paraît-être n'arriveront-ils pas. Les mêmes attendaient un s'quorum de deux sur quatre. Le doyen arbitre choisi est le célèbre de Pradt.

D'après l'*Argus d'Albany*, M. Van Buren a obtenu le bill de la sous-trésorerie le 4 juillet. Le jour est bien choisi!

BALTIMORE.—Le procès de *J. Griffith*, accusé du meurtre de *Thomas H. Laughlin*, a été jugé le 8 courant à la cour de qhâ. Après une minutieuse enquête le prévenu a été déclaré coupable et condamné par le jury.

CONTREBANDE.—A Bath, dans le Massachusetts, deux assemblées ont eu lieu le 4 juillet, l'une, composée des whigs, comptait environ 3000 personnes et a été haranguée par Daniel Webster; l'autre, composée de loco focos, n'était à peine à 600 personnes et avait pour orateur le collecteur de la douane de Boston, l'historien Bancroft.—Dans le comté de Columbia, Etat de New-York, comté qui a donné naissance à M. Van Buren, les parens et les amis politiques du président sont parvenus, après bien des efforts, à réunir environ 3000 personnes à Kinderhook, à l'occasion du 4 juillet. Le même jour, leurs adversaires tenaient à Hudson une assemblée à laquelle assistaient plus de 10,000 whigs; et dans le comté voisin de Dutchess, une autre assemblée d'hommes de la même opinion comptait 5000 assistans.

On lit dans le *Journal du Commerce* de New York l'extrait suivant d'une lettre de Liverpool:

Liverpool le 5 juin 1840.—La plupart des navires qui sont arrivés ici dernièrement, avaient la partie de leur cargaison placée sur le pont assez sérieusement endommagée. Quelques-uns des consignataires ont adressé des réclamations aux compagnies d'assurances qui se sont autant que possible dispensées d'y faire droit, et qui ont annoncé qu'à l'avenir elles ne se regarderaient point comme responsables des pertes en question; cet événement a produit une impression pénible. Cette imprudence fut encore augmentée par la visite de deux ou trois fâcheux dont il est grand'peine à se débarrasser; puis au moment où il allait sortir, il reçut de son banquier le billet suivant:

"Ne manquez pas de venir aujourd'hui; j'ai à vous faire une importante communication.

"Votre affectionné,

"DUBREUIL."

—C'est aujourd'hui le premier du mois et je n'y manquerai pas, dit Anatole, qui, lorsque l'état de ses finances n'était pas pressant, restait quelquefois huit ou dix jours sans toucher sa pension. Du reste, la communication que lui annonçait M. Dubreuil ne l'inquiéta guère; il avait bien autre chose en tête!— Je suis libre enfin! pensa-t-il en sortant de chez lui; et il se hâta de descendre l'escalier; mais, comme il passait le pied sur la dernière marche, il entendit une voix amie s'écrier:

—Eh bien! il était temps!

Deux jeunes gens descendaient d'un fiacre, et Anatole reconnut deux de ses amis, Léopold Verrières et Charles Bluton.

—Si nous étions arrivés cinq minutes plus tard, cependant! dit Léopold.

—Vous ne m'auriez pas trouvé; mais c'est à peu près la même chose, car une affaire très importante...

—Il n'y a pas d'affaire qui tienne, reprit gravement Charles Bluton; nous venons te prier de remplir un des devoirs les plus sacrés de l'amitié.

—Vous venez me demander à déjeûner?

—Ne plaisante pas, dit Léopold; il s'agit d'une chose sérieuse; je vais me battre en duel ce matin, et je vous ai choisi pour témoins toi et Charles. Me refuserez-tu ton assistance?

Anatole avait autrefois réclamé et reçu de Léopold le service que celui-ci venait lui demander maintenant; refuser était impossible, et toute sa présence d'esprit ne pouvait lui fournir un prétexte convenable et suffisant pour décliner la confiance de son ami dans une situation si grave et si dramatique. Il fallut donc se résigner à ce pénible emploi de témoin qui allait lui prendre un temps bien précieux. Voilà pourtant les exigences du monde! Vous avez à faire une démarche qui intéresse le bonheur de votre vie entière; l'heure vous presse, vous parles.... mais non, vous n'en pas où vous pensiez; vous êtes au rendez-vous mesurer des épées, charger des pistolets et voir un ami tomber sur l'herbe avec du fer dans la poitrine ou du plomb dans la tête.—Et à ce propos, les gens bien informés nous disent qu'il n'y a pas de société possible si l'on ne s'aide un peu mutuellement.

Cette opiniâtreté d'un hasard malencontreux, ces visites nombreuses et inattendues, ces embarras semés entre nous et notre frappent d'une impression pénible le pauvre superstitieux d'Anatole. Jusque-là, il lui l'esprit d'apaiser une difficulté, de s'avait jamais eu la peine d'apaiser une difficulté, de vaincre un obstacle. Mon étoile pâlirait-elle? se demanda-t-il comme la veille, et s'adressant cette question, il reconnut avec terreur que, gâté par la fortune, il serait sans force contre les chicanes et les mauvais tours d'un destin contraire.

Léopold lui raconta les motifs de son duel; c'était une de ces frivoles querelles de jeunes gens pour lesquelles on perd quelquefois et le repos et sa vie, quand la vie est belle et fleurie. En toute autre circonstance, Anatole aurait parfaitement compris l'animosité de son ami et l'ardeur qui le poussait au combat; mais ce jour-là ses idées étaient entièrement changées, et la raison lui était venue avec la passion. Accompagné de Charles Bluton, il se rendit auprès des témoins désignés par l'adversaire de Léopold, et là il entra également dans l'esprit de son rôle, qui était de tenter d'abord les voies de conciliation; il représenta que pour si futile querelle il était légère, et que d'ailleurs le moment était mal choisi, puisque le lendemain même pour se battre; des amis de jeunes gens, même pour leurs propres affaires, ne sont pas toujours disposés à se rendre aux premières invitations; il en est toujours quelques-uns qui veulent savoir, avant tout, si le vent, le soleil, la poussière, la pluie, la neige, la grêle et même le dégoût que ressent le public du duel, n'empêcheront d'aller loin, mais encore d'arriver une fois sur le terrain.

Malgré toutes les objections, Anatole jeta à cette lecture; cependant, il fit bonne contenance devant M. Dubreuil, qui ne cherchait pas à dissimuler son chagrin et sa consternation.

—Pauvre jeune homme, dit l'ancien banquier, que ne suis-je riche pour vous aider dans ce moment critique! mais vous le savez, mon aussi j'ai éprouvé les rigueurs de la fortune; après avoir usé de tout mon courage et à votre service.

—Explique-vous; je suis prêt à vous entendre.

—Vos premières années je vous l'ai dit, se sont passées à la campagne, chez votre nourrice, qui ne savait absolument rien sur votre origine et qui est morte depuis longtemps. Vous avez six ans, lorsqu'un inconnu se présenta chez moi avec vous—Laissez moi vous rappeler ces détails dans cet instant solennel.— Après quelques compliments sur ma probité, mon caractère et ma réputation, l'inconnu me demanda si je voudrais me charger de servir d'intermédiaire entre lui et votre famille, dont les raisons pour se cacher et ses enfant qui serait appelé à rentrer dans sa famille dès que cela se pourrait sans danger pour sa fortune et pour son avenir. Vous fûtes, me disait-il une bonne action qui vous soutera peu d'embarras. Il s'agit seulement de recevoir tous les ans une somme, de payer la pension dans laquelle on allait vous placer, de vous faire donner les meilleurs maîtres et de veiller sur vous.

J'adressai à l'inconnu des questions auxquelles il me déclara ne pouvoir répondre; je lui demandai son nom; il me dit qu'il s'appelait Hermann et qu'il était l'intendant de votre père. J'ai pensé depuis que ce nom et cette qualité étaient supposés. Ne voyant aucun inconvénient à accepter la mission qu'il me proposait, j'acceptai sans balancer, refusant seulement la rémunération qui me fut offerte. Depuis ce moment je reçus chaque année une somme de quatre mille francs destinée aux frais de votre éducation, mais je n'entendis parler ni d'Hermann ni de vos parens. L'argent, en billets de la banque de France, m arrivait de divers pays, tantôt d'Allemagne et tantôt d'Angleterre, quelquefois d'Italie ou de Belgique, sans que depuis de toutes mes recherches; les lettres jointes à ces envois étaient très courtes et de diverses écritures; vous les avez vues. Quand vous eûtes atteint l'âge de dix huit ans et que vos études furent terminées, la pension d'élevé à douze mille francs et fut toujours servie avec la même exactitude et le même mystère qui a rendu vains tous les efforts que nous avons faits pour le pénétrer. Hier, qui était le jour où je devais recevoir vos fonds, j'ai reçu la lettre que voici, timbrée de Paris:

"Le secret de la naissance d'Anatole vient d'être enseveli Jans une tombe qui s'est ouverte deux fois "depuis vingt-cinq ans. A défaut d'un parent, on ne "périt pouvoir lui léguer une fortune, mais du moins "est irréparable. Les parens ont enlevé cette consolation à leur fils mourante. Les dix mille francs joints "à cette lettre sont le dernier débris d'un grand naufrage. Puisse de faible secours l'aider à se créer une "existence modeste et heureuse! Et vous, monsieur "Dubreuil, recevez les remercîmens et les bénédictions que méritent vos soins désintéressés."

Malgré toutes les solutions, Anatole jâlit à cette lecture; cependant, il fit bonne contenance devant M. Dubreuil, qui ne cherchait pas à dissimuler son chagrin et sa consternation.

—Pauvre jeune homme, dit l'ancien banquier, que ne suis-je riche pour vous aider dans ce moment critique! mais vous le savez, mon aussi j'ai éprouvé les rigueurs de la fortune; après avoir usé de tout mon courage et à votre service.

—Explique-vous; je suis prêt à vous entendre.

—Vos premières années je vous l'ai dit, se sont passées à la campagne, chez votre nourrice, qui ne savait absolument rien sur votre origine et qui est morte depuis longtemps. Vous avez six ans, lorsqu'un inconnu se présenta chez moi avec vous—Laissez moi vous rappeler ces détails dans cet instant solennel.— Après quelques compliments sur ma probité, mon caractère et ma réputation, l'inconnu me demanda si je voudrais me charger de servir d'intermédiaire entre lui et votre famille, dont les raisons pour se cacher et ses enfant qui serait appelé à rentrer dans sa famille dès que cela se pourrait sans danger pour sa fortune et pour son avenir. Vous fûtes, me disait-il une bonne action qui vous soutera peu d'embarras. Il s'agit seulement de recevoir tous les ans une somme, de payer la pension dans laquelle on allait vous placer, de vous faire donner les meilleurs maîtres et de veiller sur vous.

J'adressai à l'inconnu des questions auxquelles il me déclara ne pouvoir répondre; je lui demandai son nom; il me dit qu'il s'appelait Hermann et qu'il était l'intendant de votre père. J'ai pensé depuis que ce nom et cette qualité étaient supposés. Ne voyant aucun inconvénient à accepter la mission qu'il me proposait, j'acceptai sans balancer, refusant seulement la rémunération qui me fut offerte. Depuis ce moment je reçus chaque année une somme de quatre mille francs destinée aux frais de votre éducation, mais je n'entendis parler ni d'Hermann ni de vos parens. L'argent, en billets de la banque de France, m arrivait de divers pays, tantôt d'Allemagne et tantôt d'Angleterre, quelquefois d'Italie ou de Belgique, sans que depuis de toutes mes recherches; les lettres jointes à ces envois étaient très courtes et de diverses écritures; vous les avez vues. Quand vous eûtes atteint l'âge de dix huit ans et que vos études furent terminées, la pension d'élevé à douze mille francs et fut toujours servie avec la même exactitude et le même mystère qui a rendu vains tous les efforts que nous avons faits pour le pénétrer. Hier, qui était le jour où je devais recevoir vos fonds, j'ai reçu la lettre que voici, timbrée de Paris:

"Le secret de la naissance d'Anatole vient d'être enseveli Jans une tombe qui s'est ouverte deux fois "depuis vingt-cinq ans. A défaut d'un parent, on ne "périt pouvoir lui léguer une fortune, mais du moins "est irréparable. Les parens ont enlevé cette consolation à leur fils mourante. Les dix mille francs joints "à cette lettre sont le dernier débris d'un grand naufrage. Puisse de faible secours l'aider à se créer une "existence modeste et heureuse! Et vous, monsieur "Dubreuil, recevez les remercîmens et les bénédictions que méritent vos soins désintéressés."

Malgré toutes les solutions, Anatole jâlit à cette lecture; cependant, il fit bonne contenance devant M. Dubreuil, qui ne cherchait pas à dissimuler son chagrin et sa consternation.

—Pauvre jeune homme, dit l'ancien banquier, que ne suis-je riche pour vous aider dans ce moment critique! mais vous le savez, mon aussi j'ai éprouvé les rigueurs de la fortune; après avoir usé de tout mon courage et à votre service.

—Comme vous je saurai supporter l'adversité. Je suis jeune, je suis fort, je ne manque pas d'intelligence, je possède quelques talens, que faut-il de plus pour acquérir les biens qui m'échappent aujourd'hui?

—Votre courage est un grand soulagement pour moi, mon ami! Oui, sans doute, vous avez tout ce qu'il faut pour acquérir une position brillante, et vous ne pouvez manquer d'y arriver avec votre fermeté d'âme et votre bonne volonté.

Il l'espérait, répondit Anatole qui avait puisé dans son amour les forces nécessaires pour supporter ce rude coup. Il serra la main de M. Dubreuil; et il sortit pour se rendre chez M. Fogassin. Chemin faisant, il appela à son secours l'image de Caroline pour chasser de son esprit les idées noires qui tentaient de le troubler.

DERNIERES DATES

New York.....	juil. 9	Liverpool.....	juin 6
Boston.....	juil. 9	Londres.....	juin 4
Philadelphie.....	juil. 9	Havre.....	juin 3
Washington.....	juil. 9	Paris.....	juin 4
Baltimore.....	juil. 10	Bordeaux.....	mai 30
Charleston.....	juin 8	Madrid.....	mai 30
Vera-Cruz.....	juin 6	Cadiz.....	mai 30
Tampico.....	juin 6	Havane.....	juin 1
Mexico.....	mai 27	Ile-à-con.....	juil. 4

VARIÉTÉS.

LES PROFITS DU DESESPOIR.

III.

FUS JOURNEE DE MALHEUR.

Le lendemain, Anatole se réveilla de grand matin. Sa nuit avait été pleine de songes dorés, et en ouvrant les yeux, il lui semblait qu'il renaissait à une existence nouvelle: sa première pensée fut toute d'espérance et de joie. Il serra gaiment et courut à sa fenêtre qu'il ouvrit: le ciel était sombre et froid, le vent soufflait avec violence et la pluie tombait à grands flots. Cette vue abattit sa bonne humeur: il pensa que ce mauvais temps nuirait à ses recherches, et il se mit à sa toilette avec l'impatience que fait éprouver un désappointement pénible. Cette impatience fut encore augmentée par la visite de deux ou trois fâcheux dont il eut grand'peine à se débarrasser; puis au moment où il allait sortir, il reçut de son banquier le billet suivant:

"Ne manquez pas de venir aujourd'hui; j'ai à vous faire une importante communication.

"Votre affectionné,

"DUBREUIL."

—C'est aujourd'hui le premier du mois et je n'y manquerai pas, dit Anatole, qui, lorsque l'état de ses finances n'était pas pressant, restait quelquefois huit ou dix jours sans toucher sa pension. Du reste, la communication que lui annonçait M. Dubreuil ne l'inquiéta guère; il avait bien autre chose en tête!— Je suis libre enfin! pensa-t-il en sortant de chez lui; et il se hâta de descendre l'escalier; mais, comme il passait le pied sur la dernière marche, il entendit une voix amie s'écrier:

—Eh bien! il était temps!

Deux jeunes gens descendaient d'un fiacre, et Anatole reconnut deux de ses amis, Léopold Verrières et Charles Bluton.

—Si nous étions arrivés cinq minutes plus tard, cependant! dit Léopold.

—Vous ne m'auriez pas trouvé; mais c'est à peu près la même chose, car une affaire très importante...

—Il n'y a pas d'affaire qui tienne, reprit gravement Charles Bluton; nous venons te prier de remplir un des devoirs les plus sacrés de l'amitié.

—Vous venez me demander à déjeûner?

—Ne plaisante pas, dit Léopold; il s'agit d'une chose sérieuse; je vais me battre en duel ce matin, et je vous ai choisi pour témoins toi et Charles. Me refuserez-tu ton assistance?

Anatole avait autrefois réclamé et reçu de Léopold le service que celui-ci venait lui demander maintenant; refuser était impossible, et toute sa présence d'esprit ne pouvait lui fournir un prétexte convenable et suffisant pour décliner la confiance de son ami dans une situation si grave et si dramatique. Il fallut donc se résigner à ce pénible emploi de témoin qui allait lui prendre un temps bien précieux. Voilà pourtant les exigences du monde! Vous avez à faire une démarche qui intéresse le bonheur de votre vie entière; l'heure vous presse, vous parles.... mais non, vous n'en pas où vous pensiez; vous êtes au rendez-vous mesurer des épées, charger des pistolets et voir un ami tomber sur l'herbe avec du fer dans la poitrine ou du plomb dans la tête.—Et à ce propos, les gens bien informés nous disent qu'il n'y a pas de société possible si l'on ne s'aide un peu mutuellement.

Cette opiniâtreté d'un hasard malencontreux, ces visites nombreuses et inattendues, ces embarras semés entre nous et notre frappent d'une impression pénible le pauvre superstitieux d'Anatole. Jusque-là, il lui l'esprit d'apaiser une difficulté, de s'avait jamais eu la peine d'apaiser une difficulté, de vaincre un obstacle. Mon étoile pâlirait-elle? se demanda-t-il comme la veille, et s'adressant cette question, il reconnut avec terreur que, gâté par la fortune, il serait sans force contre les chicanes et les mauvais tours d'un destin contraire.

Léopold lui raconta les motifs de son duel; c'était une de ces frivoles querelles de jeunes gens pour lesquelles on perd quelquefois et le repos et sa vie, quand la vie est belle et fleurie. En toute autre circonstance, Anatole aurait parfaitement compris l'animosité de son ami et l'ardeur qui le poussait au combat; mais ce jour-là ses idées étaient entièrement changées, et la raison lui était venue avec la passion. Accompagné de Charles Bluton, il se rendit auprès des témoins désignés par l'adversaire de Léopold, et là il entra également dans l'esprit de son rôle, qui était de tenter d'abord les voies de conciliation; il représenta que pour si futile querelle il était légère, et que d'ailleurs le moment était mal choisi, puisque le lendemain même pour se battre; des amis de jeunes gens, même pour leurs propres affaires, ne sont pas toujours disposés à se rendre aux premières invitations; il en est toujours quelques-uns qui veulent savoir, avant tout, si le vent, le soleil, la poussière, la pluie, la neige, la grêle et même le dégoût que ressent le public du duel, n'empêcheront d'aller loin, mais encore d'arriver une fois sur le terrain.

Malgré toutes les objections, Anatole jeta à cette

UNE PERSONNE d'un âge respectable désire se placer